



Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIFS A LA REALISATION DE PRESTATIONS DE CONSEILS,  
D'ASSISTANCE ET DE REPRESENTATION JURIDIQUE POUR LE COMPTE DE L'EPFIF EN MATIERE DE DROIT  
SOCIAL

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Nomenclature communautaire (CPV) :

79110000-8 - Services de conseils et de représentation juridiques

## SOMMAIRE

1 <sup>ère</sup> PARTIE : DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE I. OBJET DU MARCHÉ / ALLOTISSEMENT.....	3
ARTICLE II. NATURE ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE .....	3
ARTICLE III. DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE IV. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE V. SOUS-TRAITANCE.....	6
2 <sup>ème</sup> PARTIE : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	8
ARTICLE VI. DEFINITION DES PRESTATIONS .....	8
ARTICLE VII. PASSATION DES BONS DE COMMANDES .....	8
ARTICLE VIII. COLLABORATION ENTRE LES PARTIES .....	9
ARTICLE IX. RESPONSABILITE DU TITULAIRE .....	11
ARTICLE X. MODALITES D'EXECUTION : DEVELOPPEMENT DURABLE .....	11
3 <sup>ème</sup> PARTIE : PRIX ET REGLEMENT .....	13
ARTICLE XI. LE PRIX.....	13
ARTICLE XII. REGIME FINANCIER .....	14
ARTICLE XIII. DELAIS, LIEUX D'EXECUTION/INTERVENTION, PENALITES POUR RETARD, SANCTIONS .....	18
4 <sup>ème</sup> PARTIE : RESILIATION - MODIFICATION - LITIGES .....	22
ARTICLE XIV. RESILIATION.....	22
ARTICLE XV. ATTRIBUTION DE COMPETENCE .....	23
ARTICLE XVI. ASSURANCE .....	23
ARTICLE XVII. MODIFICATION SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE TITULAIRE .....	23
ARTICLE XVIII : MODIFICATIONS ET MARCHES A PRESTATIONS SIMILAIRES.....	24
ARTICLE XIX. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	24
ARTICLE XX. UTILISATION DES RESULTATS.....	24
ARTICLE XXI : DISPOSITIONS PARTICULIERES .....	25
ARTICLE XXII : DEROGATIONS AU CCAG-PI .....	26

## ARTICLE I. OBJET DU MARCHÉ / ALLOTISSEMENT

Le présent marché a pour objet d'assister l'EPFIF, de le conseiller et de le représenter en justice en **matière de droit social**. De manière générale, le présent marché porte sur le domaine énuméré au cahier des clauses techniques particulières.

Le présent marché est conclu sous la forme d'un marché à **procédure adaptée**, par application de l'article R2123-1 du Code de la commande publique (services de consultation juridique).

Les prestations objet du présent marché seront exécutées selon les conditions les modalités prévues au C.C.T.P.

### **IMPORTANT :**

#### **Sont expressément exclus du présent accord-cadre :**

- Les services de représentation juridique devant la **Cour de cassation et le Conseil d'Etat**, réservés aux avocats aux conseils ;
- Les besoins constituant un **prolongement de missions déjà confiées à des prestataires en dehors du présent marché**, notamment les services de représentation juridique pour les contentieux pendants ;
- Les missions juridiques confiées et à confier à travers des **marchés *ad hoc*** ayant un objet plus large et concernant des périmètres spécifiques, quand ces marchés sont justifiés par la nécessité de **grouper les compétences de prestataires de natures différentes** afin d'en coordonner la réalisation ou de les faire interagir ;

**Aucune contestation ne pourra être soulevée par le titulaire de l'accord-cadre couvert par le présent CCAP, sur l'attribution de ces prestations exclusives à d'autres cabinets ou prestataires.**

## ARTICLE II. NATURE ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

Sauf stipulations contraires mentionnées ci-après, le marché est soumis aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par arrêté en date du 30 mars 2021.

Conformément aux articles R2162-1 et suivants du Code de la commande publique, le marché « Droit Social » sera décliné sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, exécutés par l'émission, au fur et à mesure, de bons de commande. Le marché est conclu:

- Sans montant minimal bisannuel
- **Avec un montant maximal bisannuel en valeur de 75 000 € HT**

### ARTICLE III. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée de l'accord-cadre est de 24 mois à compter de sa date de notification. Il pourra être renouvelé au terme de cette période de deux ans, par tacite reconduction pour 24 mois sans que sa durée totale n'excède 48 mois à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre pourra donc être renouvelé 1 (une) fois par reconduction tacite pour une période complémentaire de 24 (vingt-quatre) mois.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, la décision du maître d'ouvrage devra être notifiée au titulaire par courrier deux mois avant l'échéance de l'accord-cadre.

**Nota :** l'échéance du terme n'a aucune incidence sur l'exécution des bons de commande

### ARTICLE IV. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives l'accord-cadre sont les suivantes :

#### 4.1 - Pièces particulières par ordre de priorité décroissant : (par dérogation à l'article 4.1 du CCAP PI)

- **L'Acte d'Engagement** ainsi que son annexe RGPD,
- Le Détail quantitatif Estimatif valant **Bordereau des Prix Unitaires** (B.P.U.),
- Le Cahier des Clauses **Administratives** Particulières (C.C.A.P),
- Le Cahier des Clauses **Techniques** Particulières (C.C.T.P),
- Le **mémoire technique / cadre de réponse renseigné et ses annexes** du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance antérieurs ou postérieurs à la notification de l'accord-cadre
- Les éventuels avenants,

L'exemplaire de l'acte d'engagement, du B.P.U du C.C.T.P., du C.C.A.P., et du mémoire méthodologique du titulaire conservés dans les archives de l'Etablissement Public d'Ile de France font seul foi.

#### 4.2 - Pièces générales :

- Le Code de la commande Publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document est désigné « CCAG-PI » dans la suite de ce présent document ;

- Toutes les normes françaises et européennes, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales ;

***Nota : Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence.***

Le marché est soumis aux normes françaises applicables à sa date de notification. Il appartiendra au titulaire d'informer le maître d'ouvrage de toutes modifications éventuelles dues à une évolution de la réglementation actuelle en vigueur. En cas de changement de la réglementation actuelle par décret, loi, arrêté, le titulaire sera tenu d'en tenir compte et de l'appliquer. Il devra en avertir le maître d'ouvrage si celui-ci n'a pas eu connaissance du changement. Outre les documents constituant le dossier de consultation, le titulaire est tenu de se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les décrets, arrêtés, règlements, normes, textes officiels réglementant son cadre juridique et les règles de l'art de sa profession. **En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.**

#### 4.3 - Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :

- Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.
- Les dispositions de l' accord-cadre prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.
- Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer à l'accord-cadre. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.
- Les bons de commandes peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

### ARTICLE V. SOUS-TRAITANCE

#### 5.1 - Généralités

Conformément aux L.2193-1 à L.2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. **Il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.** Un [nouveau formulaire](#) de DC4 est applicable depuis le 1er janvier 2024. Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

#### 5.2 - Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché

Conformément aux dispositions de l'article R.2193-1 du Code de la commande publique, le soumissionnaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant au minimum :

- La nature des prestations pour laquelle la sous-traitance est envisagée,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accès aux marchés publics,
- Les divers certificats fiscaux et sociaux,
- L'attestation d'assurance du sous-traitant.

**Nota : la notification de l'accord-cadre emporte acceptation des sous-traitants présentés en cours de consultation et agrément de ses conditions de paiements.**

### 5.3 Demande de sous-traitance présentée en cours de marché

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés ci-dessus, conformément aux dispositions des articles R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance et autres documents administratifs nécessaires, de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes.

Conformément à l'article R 2193-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 21 jours pour accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Le présent délai commence à courir à compter de la réception complète des documents indiqués ci-avant.

Ce délai est suspendu en cas de demande de précisions/compléments formulées par le pouvoir adjudicateur et ce jusqu'à la réception des précisions et/ou compléments attendus.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser un sous-traitant s'il juge ses qualifications ou références insuffisantes.

**Nota** : la notification du présent marché emporte acceptation des sous-traitants présentés en cours de consultation et agrément de ses conditions de paiements.

## ARTICLE VI. DEFINITION DES PRESTATIONS

Les prestations et leurs modalités d'exécution sont définies au C.C.T.P.

## ARTICLE VII. PASSATION DES BONS DE COMMANDES

### 7.1 - Forme - contenu des bons de commande

Les prestations sont exécutées par l'émission de bons de commande. Les bons de commande constituent l'engagement juridique et financier des prestations supplémentaires dont l'exécution est exigée. Le titulaire ne doit commencer aucune prestation sans être en possession d'un bon de commande **de l'EPFIF dûment signé par le Secrétariat général**, émis et notifié dans les conditions mentionnées ci-après. **A défaut, l'EPFIF sera en droit de refuser le paiement de prestations qu'il n'a pas préalablement commandées.**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées sur la base des prix indiqués aux bordereaux des prix unitaires (BPU). Lesdites prestations seront exécutées, selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, par l'émission de bons de commande successifs notifiés au présent titulaire et ce jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Toutefois, les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la période de validité du marché public conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique.

L'exécution du bon de commande après l'échéance du terme du marché public ne fait pas obstacle à l'exigibilité des prestations commandées dès lors que le bon de commande a été émis et notifié pendant la période de validité du marché public. L'échéance du terme n'a donc aucune incidence sur l'exécution des bons de commande en cours.

Ils seront émis sur la base des prix unitaires indiqués (fermes pour la première année) dans le DQE valant BPU lors de l'établissement de l'accord-cadre, appliqués aux quantités réellement commandées. Les prix proposés par le titulaire comprennent toutes les sujétions relatives aux contraintes de temps, horaire, de lieux, ainsi que les frais de secrétariat, de déplacements et les frais annexes liés à l'exécution. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.



**Chaque bon de commande précisera :**

- ⇒ Les nom et adresse du titulaire du marché ;
- ⇒ Le numéro du marché ;
- ⇒ Le numéro du bon de commande ;
- ⇒ Les références de la procédure (identification des parties et de la Juridiction)
- ⇒ Les prestations à effectuer (quantités et désignations) ;
- ⇒ Le cachet du service émetteur de l'EPF Ile-de France ;
- ⇒ Le nom et les coordonnées de la personne chargée du suivi de la commande ;
- ⇒ Les délais de procédures ou la date de réalisation de la prestation ;
- ⇒ L'adresse du service où envoyer la facture ;
- ⇒ La date et la signature de la Personne habilitée à signer le bon de commande

Des demandes de devis seront formulées, notamment, lorsqu'il y a un doute sur le dimensionnement, le contenu de la commande ou alors, lorsqu'il s'agit d'une prestation dont le prix ne figure pas au bordereau des prix unitaires (admis à titre dérogatoire et exceptionnel pour ce dernier cas de figure).

**Mais ce préalable n'est pas une étape obligatoire** ; un bon de commande faisant une application simple du bordereau des prix unitaires pourra suffire à acter une commande à attribuer auprès du titulaire, sans pour autant qu'un devis ait été formalisé au préalable. **Ce devis sera soumis, préalablement à la commande, à l'approbation de la personne responsable de l'accord-cadre.**

En cas de besoin récurrent, les parties procèderont par avenant en application des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

## **ARTICLE VIII. COLLABORATION ENTRE LES PARTIES**

### **8.1 - Information et moyens d'exécution :**

L'EPFIF s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire est également tenu de communiquer immédiatement toute modification survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapporte aux collaborateurs chargés de l'exécution du marché.

### **8.2 - Obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielles les informations et documents concernant chacune d'entre elles, de toute nature, communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-PI.

Ces informations et documents, ainsi que les clauses du présent marché, ne peuvent être communiqués à des tiers sans l'accord préalable et écrit de la ou les Partie(s) qui sont à l'origine des informations ou documents.

Les Parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de leurs préposés, ainsi que par toutes personnes associées aux prestations intervenant dans le cadre du présent marché.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution des accords-cadres.

Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord de l'EPFIF. Le titulaire s'engage à prendre toutes mesures adéquates pour assurer la confidentialité des informations auxquelles il a accès.

L'EPFIF s'engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

### 8.3 - Obligation du titulaire – Equipe

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG PI, **le titulaire s'engage à mettre à disposition pendant toute la durée du marché, les collaborateurs nommément désignés et identifiés dans son cadre de réponse / mémoire technique.** Après notification de l'accord-cadre, le titulaire soumet à l'accord de l'EPFIF, conformément au **cadre de réponse / mémoire technique**, la composition de l'équipe dédiée – sachant qu'il doit impérativement respecter les profils, expériences et compétences affichées - en indiquant le détail des attributions, de leur niveau et des rôles respectifs des collaborateurs.

Le **référént** désigné dans le cadre de réponse du titulaire est chargé du règlement de tous les problèmes qui pourraient survenir pendant l'exécution du marché ou de la fraction de marché et participera à toutes les réunions de suivi et de pilotage. Le titulaire veillera à assurer la stabilité de l'équipe présentée à l'EPFIF dans les conditions définies ci-après. Au cas où le remplacement du référént ou d'un membre de l'équipe s'avère néanmoins nécessaire, le titulaire veillera à le remplacer dans les conditions visées ci-après. Si les membres de l'équipe dédiée ne sont plus en mesure d'accomplir leur mission, le titulaire doit :

- en informer **sans délai par courriel** l'acheteur **avant le départ effectif** du collaborateur remplacé et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un **remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes** et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un **délai de 15 jours calendaires** à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

A cet effet, il présente le détail des attributions et rôles respectifs de chaque collaborateur remplacé, la nouvelle composition de l'équipe dédiée et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le **délai de trente jours calendaires** courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de trente jours calendaires pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par l'acheteur est **motivée**. Les informations, avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés

selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG PI. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article **39** du CCAG PI (**résiliation pour faute du titulaire**).

**Outre** la demande formulée par le titulaire, les **modifications de l'équipe dédiée peuvent être réalisées** à la demande expresse de l'EPFIF en cas de non-respect des obligations définies au marché ou en cas d'incapacité d'un intervenant. Dans le cas où l'équipe technique évolue, le titulaire soumet à l'accord de l'EPFIF, par courriel, **quinze (15) calendaires jours** minimum **avant le départ effectif** de chaque intervenant remplace, la nouvelle composition de l'équipe en :

- précisant le détail des attributions et rôles respectifs de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe technique et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe
- joignant les curriculum vitae de chacun des intervenants concernés

L'EPFIF peut **réfuser ou accepter** la nouvelle composition de(s) l'/des équipe(s).

## **ARTICLE IX. RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

### **9.1 - Généralités**

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui de ce fait pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations. En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis. Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets – lois en vigueur.

### **9.2 - Mise en régie**

En cas de carence du titulaire à respecter les prescriptions et clauses du marché et notamment les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques du titulaire, et après mise en demeure restée sans effet après 15 jours, un autre prestataire sans que le titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque.

### **9.3 - Sanctions**

En cas de violation par le titulaire ou l'un de ses collaborateurs ou associés, un remplaçant, des obligations mentionnées ci-dessus, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 14 du présent document.

## **ARTICLE X. MODALITES D'EXECUTION : DEVELOPPEMENT DURABLE**

### **10.1 - Clause sociale**

Sans Objet

## 10.2 - Clause environnementale

Dans le cadre de l'exécution des marchés, les titulaires s'engagent à se conformer aux obligations environnementales suivantes :

- optimisation dans la mesure du possible du **poids des documents** produits et **obligation de recourir à la plate-forme de GED dédiée mise en place par l'EPFIF à cet effet ou, à défaut, celle proposée par l'attributaire** et permettant des degrés d'information et de sécurité équivalents ;
- adoption de **pratiques écologiques** : **compresser** les documents avant envoi, **éteindre** les caméras lors des visioconférences quand cela n'est pas nécessaire, **impression responsable** : encre végétale, privilégier le noir et blanc, éviter les aplats de couleur inutiles ; pour **l'envoi de courriers** : recours à des produits de papèterie et du papier labellisé et/ou comprenant des fibres recyclées (Ecolabel Européen, Ange bleu, PEFC, FSC ou équivalent) ;
- **pour se déplacer** : le titulaire est invité à **privilégier les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun** (clause incitative). Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur. Les véhicules relèvent de préférence de la vignette Crit'Air1. Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les préconisations décrites ci-dessus. L'utilisation de véhicule à faible émission ou relevant de la vignette Crit'Air1 n'est pas imposée.

## ARTICLE XI. LE PRIX

### 11.1 - Prix

Les prix proposés doivent couvrir toutes les charges et les dépenses de l'entreprise indiquées dans le DQE valant BPU et le C.C.T.P.

Les prix du DQE valant BPU sont établis sur la base des conditions économiques du mois mo fixé dans l'acte d'engagement.

Le marché est passé à bons de commandes selon les dispositions de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique.

Les prestations seront rémunérées aux prix indiqués au DQE valant BPU. Les prix unitaires du DQE valant BPU seront appliqués aux quantités réellement exécutées. Les modalités de révision des prix sont fixées ci-dessous. Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Cependant, pour toute prestation dont le prix unitaire ne figure pas au DQE valant BPU, le titulaire doit établir un devis, soumis préalablement à la commande, à l'approbation de la personne responsable du marché.

Les prestations seront exécutées par émission de bons de commande successifs, selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France.

Le titulaire ne devra commencer aucune prestation sans être en possession d'un bon de commande de l'EPFIF dûment signé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur. A défaut l'EPFIF sera en droit de refuser le paiement de prestations qu'il n'a pas préalablement commandées.

### 11.2 – Révision des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **septembre 2025** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Pour la première année d'exécution du marché, les prix sont fermes. Pour chaque période suivante, les prix seront révisés à la date anniversaire de notification du marché, établissant ainsi de nouveaux prix fermes pour la période considérée. L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est **l'indice INSEE 010766774 : Services de conseil et représentation juridique- Base 2021**. En cas de disparition de l'indice, la révision des prix s'effectue, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un avenant, sur la base de l'indice de substitution/remplacement désigné par l'INSEE.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donnée par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 * I_n/I_o$$

Dans laquelle :

$I_o$  : indice du mois  $m_o$  (**dernier indice publié** à la date d'anniversaire du mois d'établissement du prix indiqué sur l'acte d'engagement, soit **septembre 2025**) ;

$I_n$  : indice INSEE **publié** au mois  $m$  (**dernier indice publié** la date d'anniversaire du mois d'établissement du prix).

Les prix ainsi mis à jour seront fermes et invariables pour toutes commandes passées pendant la période annuelle concernée.

## ARTICLE XII. REGIME FINANCIER

### 12.1 - Avance

- A. Pour chaque bon de commande et conformément à l'article R2191-16, l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions posées aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique :

Ainsi, une avance pourra être accordée au titulaire du présent accord-cadre à la double condition que :

- Le montant du bon de commande soit **supérieur à 50 000 € HT** ;
- La durée d'exécution soit **supérieure à deux mois**.

- B. Modalités de remboursement : cf.art R2191-11 et suivants du Code de la Commande Publique :

Conformément aux dispositions de l'article R2191-11 & -12 du CCP.

L'avance versée au titulaire devra être impérativement remboursée en son intégralité par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde :

- Pour les avances inférieurs ou égales à 30% du montant TTC du marché, lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant total TTC du marché
- Pour les avances supérieures à 30% du montant TTC du marché, à la première demande de paiement.

### 12.2 - Les acomptes

En cours d'exécution de chaque bon de commande, le titulaire du présent accord-cadre pourra soumettre au pouvoir adjudicateur, **tous les trois mois**, une demande d'acompte sur présentation des factures afférentes à l'exécution des missions attendues au titre du bon de commande.

Toutefois, lorsque le titulaire du présent accord-cadre est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au **sens de l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique**, une société coopérative de

production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, la demande d'acompte pourra être soumise tous les mois au pouvoir adjudicateur sur demande du titulaire du marché et sur présentation des factures afférentes à l'exécution des missions attendues au titre du bon de commande.

Cette demande d'acompte fera l'objet d'une acceptation expresse par le pouvoir adjudicateur après service fait et jugé conforme, sur la base des prix détaillés dans le/les bon(s) de commande.

### **12.3 - Paiement**

Les paiements s'effectueront après exécution du service fait et suivant les règles de la Comptabilité Publique. Le titulaire adresse les factures à l'EPFIF après admission de l'EPFIF. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur, conformément à l'article R2192-12 du Code de la commande publique. Le règlement des sommes dues sera effectué par virement au compte indiqué par le titulaire dans son acte d'engagement.

### **12.4 - Intérêts moratoires**

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours. En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés.

Conformément à l'article R2192-31, « le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L. 2192-13 est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. ». Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire du marché considéré peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

### **12.5 - Monnaie de compte du marché**

L'euro est la monnaie de compte du marché.

## 12.6 - Facturation

Les prestations seront facturées à l'issue de leur exécution et conformément aux bons de commandes établis.

Les sommes dues en exécution du présent marché feront l'objet de demandes de paiement présentées par le titulaire, après service fait et jugé conforme.

Conformément à l'article D2192-2 du CCP, le titulaire devra établir ses factures avec, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur (n° Siret et adresse du créancier) et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande, les références du marché ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable de l'EPFIF ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement (le code Service ou Direction présent sur le bon de commande) ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- 9° Le montant total de la facture (le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement), le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération, **avec le détail de la facturation par ligne du BPU** :
  - **en cas de majoration (ajout de prestations complémentaires ou quantité révisées à la hausse)** : ces prestations devront faire l'objet des commandes distinctes.
  - **cas de minoration (retrait de prestations ou quantités révisées à la baisse)** : la demande de paiement présentée par le titulaire devra préciser s'il s'agit ou non, de la dernière facture au titre du bon de commande objet de ladite demande de paiement. Si tel est le cas, le bon de commande pourra être soldé par la Direction Financière. Aucun autre paiement ne pourra être sollicité sur ce bon de commande.
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.



Dans les cas où la mission de l'attributaire inclut le suivi de prestataires extérieurs (exemple : huissiers, avocats postulants ou autres frais de tierces personnes – cf. article II-2-b/ Représentation de l'EPFIF en procédure d'acquisition par adjudication du CCTP), ces **factures de tiers** devront être vérifiées par l'attributaire et transmises à l'EPF dans **un délai maximum de 10 jours** suivant leurs réceptions pour lui permettre d'en assurer directement le règlement auprès du prestataire extérieur. Les factures des tiers devront impérativement comporter les mentions suivantes :

- Le service de l'EPFIF à l'origine de la commande auprès de l'attributaire ;
- L'adresse du ou des biens concerné(s) et les références du dossier ou de la procédure
- L'interlocuteur au sein de l'EPFIF.

**L'absence de ces informations entrainera un retour des factures auprès de l'attributaire avec information du tiers.**

Conformément à l'article R2192-3 du CCP, les factures et demandes de paiement doivent obligatoirement être transmises par voie dématérialisée via le portail internet « Chorus Pro ». **Cette obligation concerne aussi bien les factures des titulaires de l'accord-cadre que celles des prestataires extérieurs.**

Les textes applicables et la documentation afférente sont consultables sur le site de la Communauté Chorus Pro dédié à la facturation électronique :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour déposer ses factures électroniques sur Chorus Pro, le titulaire ou le mandataire devra identifier le code structure de l'EPFIF n° 49512000800026 et renseigner le code service (report issu du bon de commande afin d'indiquer le Service/Direction concerné) ainsi que le numéro de bon de commande ou d'engagement (**le numéro de l'engagement indiqué sur le bon de commande ex : BC2024...**).

**Ce mode de transmission est exclusif de tous les autres.**

## ARTICLE XIII. DELAIS, LIEUX D'EXECUTION/INTERVENTION, PENALITES POUR RETARD, SANCTIONS

### 13.1 - Délais de traitement

Dans la mesure où un délai d'exécution peut être fixé, il est inscrit au bon de commande et doit dès lors être respecté.

**Ces délais (non exhaustifs) de principe sont les suivants : (délais par défaut précisés, à défaut d'une mention autre dans le bon de commande)**

Ces délais varient en fonction des missions confiées :

- **En matière contentieuse**, le titulaire devra respecter tous les délais réglementaires ou législatifs induits par la procédure pour la préservation des intérêts de l'EPFIF, en ce compris les temps de concertation et de validation avec l'EPFIF ;
- **Hors contentieux**, le titulaire devra respecter un délai de principe de 10 jours ouvrés suivants la demande, mais pourra être revu à la hausse ou à la baisse en concertation avec l'EPFIF, sous réserve que cette modification soit expressément prévue dans le bon de commande de l'EPFIF ou tout autre écrit provenant de sa part (cf. article I-2-e/ Délais d'intervention du CCTP).

En tout état de cause, pour les premières saisines, avant établissement d'un bon de commande, le titulaire est tenu au respect des délais suivants **(délai maxima par défaut)** :

#### **Délais de réponse « normaux » :**

- Assistance juridique téléphonique : 3 jours ouvrés
- Consultation écrite : 10 jours ouvrés
- Observations sur un projet d'acte : 5 jours ouvrés
- Rédaction d'un acte : 5 jours ouvrés

#### **Délais de réponse « en urgence » :**

- Assistance juridique téléphonique : 0,5 jour ouvré
- Consultation écrite : 5 jours ouvrés
- Observations sur un projet d'acte : 3 jours ouvrés
- Rédaction d'un acte : 3 jours ouvrés

A cet effet, le titulaire aura été amené à renseigner des délais à l'acte d'engagement. Si ceux-ci s'avèrent être plus courts que ceux fixés par l'EPFIF, ils deviendront contractuels.

En cas d'urgence, un délai très court sera spécifié dans le bon de commande. Le titulaire devra mettre tous les moyens en œuvre pour permettre un traitement dans les plus brefs délais.

Ces délais partent de la date de réception du bon de commande correspondant et de la communication intégrale des pièces du dossier.

Dans le cas où les délais sont difficiles à évaluer (en cas de contentieux par exemple), il sera tenu compte du temps consacré aux prestations réellement exécutées.

### **13.2 - Prolongation du délai d'intervention**

Si des retards dans l'exécution des prestations se produisaient en raison de cas de force majeure, il appartiendrait au titulaire d'en avertir aussitôt la personne responsable du marché afin que les mesures à prendre pour remédier à cette situation temporaire soient examinées d'un commun accord et dans les plus brefs délais.

### **13.3 - Lieux d'intervention**

Les interventions seront réalisées au cabinet du conseil, dans les locaux de l'EPFIF, devant les juridictions et autres instances. Les réunions organisées à la demande de l'EPFIF se tiendront par principe dans les locaux de l'établissement : au siège (Paris, 75014) ou en agences (Versailles, Cergy Pontoise, Clichy-Sous-Bois, Grigny, Mantes-La-Jolie, Villepinte),

**Toute réunion fera l'objet d'un compte rendu du titulaire du marché par écrit qui sera transmis à l'EPFIF dans un délai de cinq jours ouvrés, sauf délai différent précisé par l'EPFIF.**

### **13.4 - Présentation des résultats**

A la fin de chaque prestation correspondant à un bon de commande, le titulaire remet un rapport concrétisant les résultats obtenus. Si un délai est fixé au bon de commande, le titulaire est tenu de le respecter pour la remise de ce rapport.

### **13.5 - Pénalités pour retard**

**Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI**, lorsque le délai contractuel, fixé par le bon de commande ou éventuellement modifié comme stipulé ci-dessus, est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **100 € par jour de retard**.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Leur application et leur répartition sont établies par l'EPFIF et notifiées au titulaire.

Les pénalités sont appliquées au premier euro et sans limitation, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, à l'exception du cas prévu à l'article 13.7 (travail dissimulé).

**Aucun plafond exonératoire** n'est retenu, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG. Une fois le montant des pénalités déterminé, la formule de variation prévue au marché leur est appliquée.

### 13.6 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au titre d'un ou plusieurs bons de commande, **aux frais et risques du titulaire**, soit :

1. en cas **d'inexécution ou d'exécution partielle** par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard,
2. en cas **d'exécution fautive** d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.

Une telle procédure fera l'objet d'une mise en demeure préalable (entendu comme étant un minimum) voire éventuellement, plusieurs mises en demeure préalables écrites notifiées par l'EPFIF (par tous moyens opposables) en fonction de la gravité des manquements constatés et restées sans effet, soit tenant à la qualité des prestations attendues ou alors, au retard accumulé.

3. soit en dernier recours, en cas de résiliation du marché prononcée **pour faute du titulaire. Dans ce dernier cas, la décision mentionnera la réalisation par un tiers, de l'exécution de tout ou partie des prestations confiées au titulaire défaillant aux frais et risques de ce dernier.**

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché ou dans les bons de commande, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié ou auquel a été retiré les prestations objet du bon de commande, n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. **Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.**

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas

### 13.7 - Pénalités pour travail dissimulé

Après mise en demeure restée sans effet, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à **10% du marché**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Les pénalités seront retenues sur le montant du marché de l'entreprise en infraction.

### 13.8 - Admission des prestations

Par adjonction aux dispositions du chapitre V du CCAG PI, il est précisé que les prestations seront évaluées sur la base des critères suivants :

1. Conformité de la prestation à la demande (la quantité et le type de prestations indiqués sur le bon de commande)
2. Respect des délais
3. Aptitude à produire des réponses juridiques de qualité et opérationnelles aux questions posées
4. Qualité des mémoires en cas de contentieux
5. Qualité des échanges entre l'EPFIF et le prestataire

### 13.9 - Interruption des prestations

La réalisation complète des prestations par le soumissionnaire peut se révéler impossible, notamment dans les cas suivants :

- Incompétence de la juridiction
- Radiation de la procédure
- Désistement d'instance

Dans ces cas, le bon de commande et le service fait seront considérés comme exécutés à hauteur des prestations réellement exécutées. Le service fait pourra alors être délivré par l'EPFIF. Les prestations commandées mais ne pouvant plus être exécutées seront considérées comme ne relevant plus du bon de commande. Aucune indemnisation ne sera due de ce fait.

Sauf dans les hypothèses où les prestations ont été menées jusqu'à leur terme, un prorata sera établi d'un commun accord entre la personne habilitée à signer le bon de commande et le titulaire du marché, en fonction des diligences accomplies eu égard aux diligences ne pouvant pas être exécutées.

Ce prorata devra être établi forfaitairement sur l'un des trois taux suivants :

- 25% des prestations exécutées
- 50% des prestations exécutées

- 75% des prestations exécutées

Le prorata ainsi déterminé sera alors appliqué au montant du bon de commande et servira à déterminer le montant de la créance due et devant être réglée.

### 13.9 Pénalités pour non-respect des obligations en matière environnementale :

En cas de manquement aux obligations prévues au CCTP/CCAP en matière environnementale, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par manquement.

## 4<sup>ème</sup> PARTIE : RESILIATION - MODIFICATION - LITIGES

### ARTICLE XIV. RESILIATION

En complément des dispositions prévues aux articles 36 et suivants du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché dans les cas suivants :

- ⇒ Incapacité à produire les attestations fiscales et sociales dans les délais impartis ;
- ⇒ Incapacité à produire les justificatifs de renouvellement des assurances ;
- ⇒ Emploi de personnel non officiellement déclaré ;
- ⇒ Sous-traitance non déclarée ;
- ⇒ Non-respect répété des délais d'exécution des prestations ;
- ⇒ Non-respect des obligations relatives aux remplaçants ;
- ⇒ Non communication des modifications mentionnées à l'article 17 ;
- ⇒ Non-respect des obligations fixées à l'article 8 ;
- ⇒ Le titulaire commet une faute dans la conduite du dossier consistant notamment dans une erreur juridique grave, un défaut d'information de l'EPFIF, une inaction prolongée ;
- ⇒ Accomplissement d'actes frauduleux ou contraires à la déontologie ;
- ⇒ Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, sans qu'il soit fondé à invoquer la force majeure.

Dans les cas ci-dessus énumérés, le pouvoir adjudicateur sera en droit de résilier le marché en cause de plein droit après mise en demeure adressée au titulaire restée sans effet pendant un délai de 15 jours francs.

Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire et la personne publique pourra passer, aux frais et risques du titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non encore réceptionnées. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, qui résulterait de l'exécution des prestations aux frais et aux risques du titulaire est à sa charge.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés au Code de la Commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément au Code la Commande publique , il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## **ARTICLE XV. ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au :

### **Tribunal Administratif de Paris**

7 rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00 / Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Le titulaire pourra également demander que les litiges ou les différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché soient, conformément aux articles R.2397-1 et suivants du Code de la commande publique, soumis à l'avis du médiateur des entreprises ou à l'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable. Les frais d'expertise éventuellement engagés seront à la charge du titulaire sauf décision contraire du comité.

Les frais d'expertise éventuellement engagés seront à la charge du titulaire sauf décision contraire du comité.

## **ARTICLE XVI. ASSURANCE**

Il est prévu dans un délai de cinq jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, que le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

## **ARTICLE XVII. MODIFICATION SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE TITULAIRE**

Si l'entreprise titulaire fait l'objet d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire au cours de l'exécution du marché, son représentant devra notifier immédiatement le jugement instituant la procédure à l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France. Il en sera de même pour toutes modifications relatives aux statuts des personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise, la forme de l'entreprise, sa raison sociale ou sa dénomination, l'adresse du siège, le capital social et en général, toutes modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise. Le titulaire est également tenu de communiquer immédiatement toute modification survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapporte aux associés et collaborateurs du cabinet chargés de l'exécution du marché. Le titulaire devra présenter les CV des remplaçants Le choix du remplaçant doit faire l'objet d'un accord préalable de l'EPFIF.

## ARTICLE XVIII : MODIFICATIONS ET MARCHES A PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché peut être modifié notamment dans les cas suivants :

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel qu'en soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché public initial, à la double condition qu'un changement de titulaire :

A) soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

B) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ;

- Lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens publiés au Journal officiel de la République française et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés publics de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés publics de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

## ARTICLE XIX. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Au titre du ou des bons de commande notifiés au titulaire (pouvant comprendre plusieurs prestations du BPU), l'EPFIF peut décider, conformément aux prestations listées au **de ne pas en poursuivre l'exécution**. Le prix devra être ajusté en conséquence ; la consistance technique (décrite au CCTP) et financière (DQE valant BPU) de ces phases étant clairement établie au titre des pièces contractuelles de l'accord-cadre, conformément à l'article 22 du CCAG PI.

- La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.
- L'arrêt de l'exécution des prestations peut entraîner le terme du bon de commande notifié.
- La demande de paiement présentée par le titulaire devra préciser s'il s'agit ou non, de la dernière facture au titre du bon de commande auquel il est mis un terme. Si tel est le cas, le bon de commande pourra être soldé par la Direction Financière. Aucun autre paiement ultérieur ne pourra être sollicité sur ce bon de commande

## ARTICLE XX. UTILISATION DES RESULTATS

Conformément aux dispositions de l'article 35 du CCAG PI, **le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires** pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés au titre de l'accord-cadre et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de ces derniers.



**Mais concernant la base de données** à laquelle le titulaire devra contribuer tout au long de l'exécution du marché à par dérogation à l'article précité, (**plate-forme de GED – cf. CCTP**), ce dernier cède, à **titre exclusif**, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées au CCTP.

**PS : Chaque titulaire n'aura accès qu'à ses propres dossiers (accès restreint).**

## **ARTICLE XXI : DISPOSITIONS PARTICULIERES**

### **21.1 - Non validité partielle**

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les clauses invalidées.

### **21.2 - Référence**

Si le titulaire veut user de la référence de l'EPFIF, il sera tenu d'en demander à celui-ci l'autorisation préalable.

### **21.3 - Annexes au marché**

Les annexes au marché en font partie intégrante.

### **21.4 - Langue**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

### **21.5 - Protections des données**

Par application de l'article 5.2 du CCAG PI et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties, à savoir le pouvoir adjudicateur, et le titulaire de l'accord-cadre dénommé «le sous-traitant», s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (EU) 2016/679 du Parlement 6/16 Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018, ci-après dénommé «le règlement européen sur la protection des données» et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, les parties s'engagent à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de l'accord-cadre ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires à la protection des dites données ;

- Se communiquer le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données, s'ils en ont désigné un conformément à l'article 37 du « règlement européen sur la protection des données » ;  
Le pouvoir adjudicateur a nommé délégué à la protection des données (DPD) Mme Ségolène DE BRETAGNE, laquelle est joignable par mail (dpd@epfif.fr) ou par voie postale (Madame la Déléguée à la Protection des Données – EPFIF – 4 – 14 rue Ferrus – 75014 Paris)

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

- Prendre en compte les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

- Recueillir, en cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le ou les sous-traitants ultérieurs présentent les mêmes garanties suffisantes et appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences « du règlement européen sur la protection des données ». Si le ou les sous-traitants ultérieurs ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par l'autre ou les autres sous-traitants de leurs obligations.

- A l'échéance du présent accord-cadre, le sous-traitant s'engage à adresser toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement et à détruire celles-ci de sorte qu'ils n'en conservent aucune sous quelque forme que ce soit.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois ces copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction auprès du responsable de traitement.

*Cf. annexe RGDP dédiée à l'acte d'engagement*

## ARTICLE XXII : DEROGATIONS AU CCAG-PI

Articles	C.C.A.P.	C.C.A.G. P.I.
Ordre des pièces contractuelles	Art.4.1	Art. 4.1
Conduite des prestations par une personne nommément désignée	Art. 8.3	Art 3.4.3
Pénalités	Art. 13.5 & 13.7	Art. 14
Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	Art. 13.6	Art. 27.1